

Le directeur général de l'OMC prend l'initiative

Le directeur général de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le Brésilien Roberto Azevedo, a des entretiens, ce mardi, avec tous les coordinateurs des groupes régionaux (groupes africain, G20, G33, des pays les moins avancés, UE, USA...) pour tenter de débloquer la situation au sein du Conseil général, l'organe exécutif de l'OMC. L'Inde a en effet bloqué vendredi un accord à l'[OMC](#), six jours avant la date limite pour son adoption.

« Le directeur général va parler mardi (29 juillet) avec les coordinateurs des groupes régionaux pour voir quel est l'état des négociations » en vue de l'adoption de cet accord, a-t-on indiqué lundi de bonne source. Vendredi, après le blocus de l'Inde, le directeur général avait suspendu la réunion du Conseil général.

S'il y a une chance de voir les positions évoluer, le Conseil général se réunira à nouveau jeudi 31 juillet, date limite pour l'adoption de l'accord, conformément à ce qui a été convenu lors de la Conférence ministérielle de l'OMC en décembre 2013 à Bali (Indonésie). L'Inde a bloqué vendredi un accord à l'OMC, jetant ainsi l'organisation dans une nouvelle crise majeure. Son représentant a demandé le report de l'entrée en vigueur de l'accord conclu à Bali sur la facilitation des échanges au-delà de l'échéance du 31 juillet.

L'ambassadeur indien, Anjali Prasad, a expliqué que, depuis la conférence ministérielle de Bali en décembre, les discussions sur deux autres sujets importants pour le pays, soit une solution permanente pour les stocks alimentaires et les questions de développement, n'ont pas progressé. Dans ces conditions, l'Inde se refuse à adopter l'accord sur la facilitation des échanges selon le calendrier décidé il y a sept mois, soit avant le 31 juillet.

La majorité des autres pays, dont l'Union européenne et les Etats-Unis, ont exprimé leur vive opposition à une remise en cause des engagements pris à Bali. Les Etats-Unis ont notamment rejeté l'argumentation de l'Inde selon laquelle il n'y a pas eu de progrès sur le dossier de la sécurité alimentaire ces derniers mois.

Il faut un consensus des 160 pays membres pour adopter une décision à l'OMC et un seul pays peut tout bloquer. La conférence ministérielle de Bali avait déjà failli capoter en raison de l'insistance de l'Inde à vouloir subventionner ses agriculteurs au-delà du seuil de 10 % autorisé par l'OMC. Les Etats-Unis s'y étaient opposés. Finalement, la solution d'un moratoire jusqu'en 2017, en attendant une solution permanente d'ici là, avait permis de conclure un accord.